



MALI

Améliorer la capacité d'adaptation et la résistance du secteur agricole au changement climatique

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

| | |
|---|---|
| Financement du Fonds pour les PMA | USD 2 400 000 |
| Cofinancement | USD 4 200 000 |
| Achèvement du PANA | Décembre 2007 |
| Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA | Juin 2009 |
| Date prévue d'agrément du DG | Décembre 2010 |
| Dates prévues de début et de fin d'exécution | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) |
| Entité d'exécution du FEM | Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) |
| Autre partenaire | ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche |

Le climat du Mali est caractérisé par une grande variabilité pluviométrique d'une année sur l'autre. Depuis 1968, on observe une recrudescence d'années sèches et de sécheresses prolongées qui accentuent la vulnérabilité des populations rurales et a des effets néfastes sur les écosystèmes fragiles dont celles-ci dépendent. Les prévisions concernant l'évolution du climat indiquent que le pays devra faire face à un climat encore plus chaud et plus sec ; d'ici 2025, les températures moyennes s'élèveront de 2,71 à 4,51 °C et les précipitations diminueront de 8 à 10 %. Ces variations thermiques et pluviométriques constituent une menace directe pour la sécurité alimentaire dans une économie basée sur l'agriculture.

Le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) du Mali indique que le secteur agropastoral, qui fait vivre 75 % de la population, sera affecté négativement par le changement climatique. La baisse des rendements agricoles dans le pays pourrait atteindre 5,5 %, voire 20 % pour la production fourragère. Cela affecterait les principales cultures vivrières comme le millet, le sorgho, le riz et

le maïs, ainsi que l'élevage. Non moins de 68 % de la population pourraient ainsi être menacés par la sécurité alimentaire et la faim. Les petits agriculteurs et les populations pastorales sont particulièrement vulnérables du fait de leur faible adaptabilité à la variabilité et aux changements climatiques, et de leur manque de connaissances en la matière.

Les problèmes qui ne relèvent pas directement du changement climatique, tels que les modes de gestion agricole inappropriés, les pressions démographiques croissantes menant à l'exploitation agricole d'écosystèmes fragiles et le manque de dépenses d'investissement et d'incitations à l'appui du développement durable, s'aggraveront vraisemblablement sous l'effet de la modification du climat. L'adaptation du système agricole ne constitue pas une fin en soi, mais un moyen de contribuer à la réalisation des objectifs généraux de développement du Mali. Un ensemble de solutions à caractère technique (nouvelles façons culturales et techniques de plantation, par exemple) et institutionnel seront nécessaires pour soutenir les populations rurales de façon intégrée et efficace.



Activités prévues et résultats attendus

De manière générale, le projet du Fonds pour les PMA au Mali vise à atténuer les effets de la variabilité et des changements climatiques sur les catégories d'agriculteurs et d'éleveurs vulnérables en limitant l'impact que cette modification a sur les ressources naturelles essentielles pour préserver durablement la production agricole et la sécurité alimentaire. Le projet se déroulera dans le secteur agricole et agropastoral, et portera sur les activités d'adaptation définies dans le PANA et étroitement liées à la sécurité alimentaire des populations rurales, à savoir : a) adoption de meilleurs modèles de gestion agricole pour faire face au changement climatique ; b) développement de nouvelles variétés, adaptées à la variabilité climatique, pour les cultures et les terrains de parcours ; c) restauration des zones ayant subi des dégradations induites par le changement climatique ; et d) aide au renforcement de la capacité à s'adapter aux effets du changement climatique.

Les interventions du projet se concentrent sur trois régions vulnérables recensées dans le PANA et sur trois systèmes différents de production : céréalière, mixte (associant cultures et élevage) et pastorale. Le projet compte trois composantes.

Composante 1. Expérimentation de pratiques agricoles améliorées à l'épreuve du climat : Cette composante vise, dans son ensemble, à accroître durablement la résistance des systèmes de culture aux chocs climatiques et à réduire l'impact de l'agriculture sur le patrimoine de ressources naturelles. Des pratiques améliorées de gestion des sols et des cultures seront expérimentées et adoptées à l'échelle pilote par les petits exploitants. Par ailleurs, les espèces et cultivars existants qui présentent une bonne tolérance aux facteurs d'agression seront multipliés et distribués aux agriculteurs et à la population agropastorale ; les variétés les plus prometteuses seront utilisées dans trois écosystèmes différents et adaptées au système de cultures le plus représentatif.

Composante 2. Renforcement des capacités et promotion de pratiques agricoles améliorées par le biais des champs-écoles de producteurs (CEP) : Cette composante contribue à développer les compétences et les informations sur le changement climatique et les risques associés à ce phénomène, aux fins de la production agricole et de la sécurité alimentaire aux plans local, régional et national. L'approche basée sur les CEP, mode de formation destiné aux adultes qui a été initialement adopté en 1998, est destinée à soutenir le renforcement des connaissances des agriculteurs via les observations de terrain. Entre autres choses, le projet : forme le secteur public et les instructeurs des agriculteurs aux pratiques d'adaptation pour une production durable des cultures et de pâturages, et une gestion durable des herbages en mode

communautaire ; prépare le matériel didactique des CEP relatif aux mesures d'adaptation locales ; fournit à 20 000 agriculteurs et à deux communautés pastorales des outils et une formation leur permettant d'adopter des pratiques plus efficaces de gestion des sols, de l'eau et des intrants ; développe des outils d'information destinés à faciliter les mécanismes de décision des agriculteurs, grâce à des prévisions météorologiques spécifiques à chaque site qui les aident à affiner leurs décisions en matière de gestion des cultures.

Composante 3. Intégration de considérations « changement climatique » aux politiques et programmes du secteur agricole : Cette composante développe les capacités d'intégration des interventions liées à l'adaptation du secteur agricole au changement climatique, en soutenant les mécanismes de décision intersectoriels nécessaires à un développement à l'épreuve du climat. Les questions et thèmes relatifs à l'agriculture sont intégrés aux interventions concernant l'évolution de l'environnement et du climat. Les dirigeants locaux, les administrations, les bailleurs de fonds et les partenaires de développement : a) soutiennent et coordonnent les interventions et les processus connexes, afin d'éviter le chevauchement des activités ; b) identifient les lacunes et les opportunités concernant l'intégration de l'adaptation au climat dans les politiques sectorielles agricoles ; c) intègrent les pratiques d'adaptation au secteur de la biodiversité agricole et au secteur pastoral, et élaborent des mesures pour les populations pastorales ; et d) rassemble un ensemble de bonnes méthodes d'exploitation et acquis en matière d'adaptation aux risques climatiques, destinés à être diffusés et transposés à l'échelle nationale ainsi qu'à soutenir le passage d'un comportement réactif à une attitude anticipative.

Synergies et coordination

Le projet du Fonds pour les PMA est réalisé en coordination avec plusieurs initiatives mises en œuvre au Mali, parmi lesquelles : les *Analyses multidisciplinaires de la mousson africaine (AMMA)* ; le projet *Recherche interdisciplinaire et participative sur les interactions entre les écosystèmes, le climat et les sociétés d'Afrique de l'Ouest (RIPIECSA)* ; le processus de réhabilitation et de coordination de l'Institut du Sahel (CILSS) ; le projet *Dépistage des risques basé sur les communautés — Adaptation et subsistance (CRISTAL)* géré par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ; le *Programme d'appui au secteur agricole au Mali (PASAM)* ; le projet *Restaurer la productivité agricole et pastorale* de la Banque mondiale / du Fonds de développement des Nations Unies / du FEM ; le projet du Fonds international de développement agricole/FEM portant sur la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité sur un mode communautaire dans le delta intérieur du Niger.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington DC 20433, États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org